

Vision et mission et rôle d'ITECO en termes de coopération au développement

Vision

L'accroissement des écarts de revenus au sein et entre les nations constitue l'une des tendances clés du développement humain de ces quarante dernières années. Un petit sous-ensemble de pays demeure au sommet de la distribution des revenus mondiaux, quelques pays ayant commencé pauvres s'approchent du sommet, alors qu'au même moment le revenu de la population des 13 pays les plus pauvres est aujourd'hui plus faible qu'il ne l'était en 1970¹!

Parallèlement à cet approfondissement des inégalités, on observe par contre une forte augmentation de la circulation des idées entre les pays dans les domaines des idéaux politiques, des technologies médicales, des techniques de production permettant même aux pays les plus pauvres de réaliser des gains significatifs dans l'accès à la santé et l'éducation à un coût très bas. L'Etat indien du Kerala, le Costa Rica, Cuba et le Sri Lanka ont ainsi atteint un niveau de développement humain bien supérieur à d'autres pays disposant de revenus comparables, parce que dans ces pays la croissance était détachée des processus déterminant les progrès dans les dimensions non monétaires du développement, telles que la santé et l'éducation².

A contrario, lorsque les acteurs du marché disposent de la capacité d'orienter les politiques publiques, on aboutit fréquemment à des catastrophes. Le PNUD le confirme : *« les entreprises produisant des produits bon marché requérant une main-d'œuvre importante ou celles exploitant les ressources naturelles peuvent ne pas vouloir un personnel mieux éduqué et peuvent se préoccuper très peu de la santé des travailleurs si la réserve de main-d'œuvre est abondante. Sans une action étatique et sociétale complémentaire, les marchés peuvent être déficients en termes de durabilité environnementale, créant des conditions de dégradation environnementale, voire même des désastres tels que les coulées de boue à Java et les fuites de pétrole dans le Golfe du Mexique »*³.

Ces analyses réaffirment à nos yeux la nécessité de repenser le développement, vu non seulement sous son angle économique mais également social, culturel et environnemental. C'est précisément dans cette perspective que nous définissons l'éducation au développement comme champ d'action visant à produire *« des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuel et collectif en vue d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine. L'ED privilégie notamment une approche globale de la réalité en mettant en évidence les interrelations entre les dimensions sociales, politiques, environnementales, économiques et culturelles des sociétés du Nord et du Sud et les interdépendances entre celles-ci. Elle se veut une éducation dynamique, ouverte à la participation active, créative, orientée vers l'action et le changement social »*⁴.

L'éducation au développement vise ainsi à dépasser le sentiment d'impuissance qu'alimente la *croyance* en l'autorégulation des marchés - *la main invisible* - et en l'inexistence d'alternative au modèle de la compétition - *There is no alternative!* Face à cette situation, il est urgent de renforcer les citoyens organisés dans leurs capacités à créer, expérimenter, rapprocher des alternatives économiques, sociales et politiques au niveau belge, européen et mondial ; à approfondir la démocratisation de la société grâce à l'élargissement des solidarités et au renforcement des réseaux/mouvements, grâce aussi à la mise en œuvre de pédagogies émancipatrices et socioconstructivistes favorisant l'émergence chez les acteurs d'une vision critique du développement, de la solidarité internationale, de l'engagement citoyen, et de l'interculturalité.

¹ Rapport sur le développement humain 2010, Edition du 20^e anniversaire du RDH, « La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain », PNUD, p. 52

² Ibidem, p. 5

³ Ibidem, p. 6

⁴ *Guide pour un processus de qualité en éducation au développement*, publié en 2013 par ACODEV.

En termes de vision d'ITECO pour l'avenir, dans 10 ans, si toutes les conditions sont réunies, face au système hégémonique néolibéral qui creuse les inégalités et détruit inexorablement la planète, une autre vision du développement aura émergé : il sera envisagé non seulement sous son angle économique mais également social, culturel et environnemental.

Grâce au rapprochement et aux échanges entre des alternatives économiques, sociales et politiques au niveau belge, européen et mondial, les citoyens et les organisations de la société civile pourront ensemble peser dans le rapport de forces et expérimenter des alternatives pour construire un monde plus juste, fondé sur une meilleure répartition des richesses et du pouvoir.

Une société civile en Belgique et dans le monde active, forte et reconnue se sera renforcée.

Les citoyens auront augmenté leur pouvoir d'agir sur leurs propres vies. Ils seront renforcés dans leurs capacités à prendre une part active dans la construction d'une démocratie qui vise à une meilleure répartition des ressources et des pouvoirs, qui prend en compte les défis environnementaux et sociaux, où le droit de toutes et tous au bien-être et le bien commun sont des valeurs essentielles.

L'élargissement des solidarités et le renforcement de mouvements de réseautage favoriseront l'émergence d'un changement social et politique qui favorise l'émancipation individuelle et collective au niveau social, politique et économique.

Des citoyens organisés créeront, incarneront et expérimenteront des alternatives réelles au système dominant en termes économiques, de management, de bureaucratie, de verticalité et d'autoritarisme, par exemple. Ils participeront ainsi à l'approfondissement de la démocratisation de la société et seront capables de mobiliser des pédagogies socioconstructiviste dans des processus visant l'émancipation des individus et collectivités. Les publics d'ITECO auront consolidé une vision critique des questions de développement, de solidarité internationale, d'engagement citoyen et d'interculturalité. Ils seront renforcés dans la mise en place d'actions individuelles et collectives menant à un rééquilibrage des relations de pouvoir inter et intra-nationales y compris dans leurs propres organisations. Leur capacité à poser des choix plus librement et de façon mieux informée aura été amélioré.

Mission

ITECO se donne pour mission d'assurer la **formation culturelle et socio-politique** des personnes et des groupes en vue de favoriser l'engagement, la prise d'initiatives et la participation à des actions dont la visée est de promouvoir un changement social fondé sur des valeurs de justice, d'équité, de participation et de solidarité.

L'ONG conçoit son travail d'éducation comme un processus émancipateur qui vise à **renforcer le pouvoir d'agir** des individus et des groupes sur leurs réalités sociales, économiques, environnementales, politiques et culturelles. ITECO mène sa mission via 4 modalités d'action complémentaires correspondant à quatre objectifs spécifiques :

- **Les formations** sont conçues soit sous forme d'offres élaborées par ITECO soit répondent à des demandes d'organisations. Elles visent à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuels, professionnels et collectifs. Elles privilégient une approche globale de la réalité en mettant en évidence les interrelations au sein des sociétés du Nord et du Sud, les interdépendances entre celles-ci et les interactions interculturelles.
- **L'accompagnement pédagogique et stratégique d'organisation** est adapté aux demandes et besoins de groupes, associations ou institutions qui cherchent à renforcer leurs pratiques dans la conception, mise en œuvre et suivi de projets d'éducation au développement et/ou d'actions interculturelles auprès de publics déterminés.
- **La recherche et la capitalisation** se situent en amont ou en aval des activités de formation, d'évaluation ou d'accompagnement pédagogique et de renforcement de pratiques : en amont quand elles fournissent des bases théoriques et méthodologiques aux actions à venir (recherche), en aval quand elles tirent des apprentissages des actions réalisées (capitalisation-systématisation).

- **Le travail de réseau et de partenariat** permet d'enrichir mutuellement les pratiques éducatives et interculturelles, et/ou d'élaborer des recommandations politiques transversales.

Description planifiée des objectifs à moyen et long terme

Objectif général pour 2026		
Contribuer au renforcement des capacités des citoyens à développer des actions porteuses de changements individuels et collectifs en vue de la construction d'un monde plus juste et solidaire, respectueux des droits humains et de l'environnement, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis.		
Objectifs stratégiques 2017-2026		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les personnes-relais dans leurs capacités d'analyse sociopolitique des enjeux mondiaux du développement, des modèles culturels dans lesquels ils s'inscrivent et des rapports de force qui en découlent. 2. Contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'impact des actions menées par les personnes-relais en termes de mobilisation pour le changement social. 3. Promouvoir les échanges de pratiques entre différents acteurs belges, européens, et du Sud en vue de définir et de mettre en œuvre collectivement des alternatives au modèle dominant. 		
Logique d'intervention	Objectifs dans 5 ans	Objectifs dans 10 ans
Renforcer les personnes-relais ⁵ dans leur capacité d'analyse critique, dans leurs compétences socio-éducatives et dans leur pouvoir d'action tant individuel que collectif grâce à des activités de formation.	<p>1500 personnes relais ayant participé à nos formations ont renforcé leurs capacités d'analyse et de mise en œuvre de projets éducatifs ou de développement.</p> <p>100 outils et fiches pédagogiques spécifiques sont élaborés</p>	<p>3000 personnes relais ayant participé à nos formations ont renforcé leurs capacités d'analyse et de mise en œuvre de projets éducatifs ou de développement.</p> <p>200 outils et fiches pédagogiques spécifiques sont élaborés</p>

⁵ Citoyens engagés dans des organisations ou désirant s'engager (augmenter leur pouvoir d'agir), bénévoles ou professionnels, soit dans des actions de solidarité internationale ou d'éducation au développement, soit dans des actions interculturelles. Ce sont notamment des animateurs, formateurs, éducateurs, professionnels de l'action interculturelle, de la coopération au développement et de l'éducation permanente. Par exemple : ACNG, OSC, IPSI, OSIM, associations d'éducation permanente, institutions publiques de coopération au développement ou entreprises privées qui envoient des travailleurs dans le Sud.

<p>Améliorer la qualité des stratégies d'action ACNG et des associations investies dans des actions de solidarité internationale ou interculturelles à travers des accompagnements spécifiques.</p>	<p>Au moins 20 associations ont augmenté leur capacité à intégrer, à ajuster et à créer des dispositifs et des méthodes adaptés à leur contexte et leurs publics spécifiques.</p> <p>Au moins 10 associations et 40 acteurs éducatifs ou sociaux ont élaboré des stratégies d'évaluation et de systématisation d'expérience adaptées à leurs actions et à leurs publics.</p>	<p>Au moins 40 associations ont augmenté leur capacité à intégrer, à ajuster et à créer des dispositifs et des méthodes adaptés à leur contexte et leurs publics spécifiques.</p> <p>Au moins 20 associations et 80 acteurs éducatifs ou sociaux ont élaboré des stratégies d'évaluation et de systématisation d'expérience adaptées à leurs actions et à leurs publics.</p>
<p>Au travers de processus de recherche-action et de capitalisation d'informations, contribuer à l'amélioration et au renouvellement des pratiques éducatives et sociales liées à la solidarité internationale.</p>	<p>Les acteurs de l'ED et de l'action interculturelle disposent des résultats de 2 recherches-action menées sur les enjeux et spécificités de l'ED.</p> <p>20 organisations de l'ED et de l'action interculturelle impliquées dans les processus de recherche ont enrichi leurs savoirs et amélioré leurs pratiques.</p> <p>A travers la publication de 25 numéros d'Antipodes, les citoyens personnes-relais belges, européens et du Sud disposent de nouveaux cadres de références et ressources pédagogiques liés aux problématiques de la solidarité internationale.</p>	<p>Les acteurs de l'ED et de l'action sociale disposent des résultats des 4 recherches-action menées sur les enjeux et spécificités de l'ED.</p> <p>40 organisations de l'ED et de l'action interculturelle impliquées dans le processus ont enrichi leurs savoirs et amélioré leurs pratiques.</p> <p>A travers la publication de 50 numéros d'Antipodes, les citoyens personnes-relais belges, européens et du Sud disposent de nouveaux cadres de références et ressources pédagogiques liés aux problématiques de la solidarité internationale.</p>
<p>Contribuer au renforcement de la qualité et de l'impact des actions éducatives menées auprès des citoyens et des décideurs grâce à un travail en réseau avec des acteurs belges, européens et du Sud.</p>	<p>50 nouveaux outils, cadres de références ou actions communes sont élaborés de façon conjointe par les acteurs de l'ED et de secteurs diversifiés.</p> <p>Les espaces et des actions de plaidoyer pour l'ED sont investis et/ou menées au niveau belge et européen.</p> <p>Au moins 60 nouveaux documents sont adaptés et/ou traduits par ITECO, à partir de ressources belges, européennes et du Sud, et diffusés à travers les actions éducatives, le site web et les publications ainsi que dans les espaces « réseaux » investis par l'ACNG.</p>	<p>100 nouveaux outils, documents de références ou actions communes sont élaborés de manière conjointe par les acteurs de l'ED et d'autres secteurs.</p> <p>Les espaces et des actions de plaidoyer pour l'ED sont investis et/ou menées au niveau belge et européen.</p> <p>Au moins 120 nouveaux documents sont adaptés et/ou traduits par ITECO, à partir de ressources belges, européennes et du Sud, et diffusés à travers les actions éducatives, le site web et les publications ainsi que dans les espaces « réseaux » investis par l'ACNG.</p>

